

Numéro 10, du 12 au 18 mai 2012 • Genève

SOMMAIRE

Développement économique: performances économiques et commerciales p2, institutions financières internationales p2, partenariats traditionnels p2, partenariats émergents et non traditionnels p3, industries extractives p3, agriculture p4 ;

Développement humain: accès aux terres p5, sécurité alimentaire p5, santé p6,

Intégration régionale : perspectives p6, EAC p7,

Protection de l'environnement : état des lieux et perspectives pour l'environnement p.7, finance verte p7, lutte contre la désertification , p7, protection de la biodiversité et des écosystèmes p7

Edito

Les Accords de partenariat économique (APE) entre l'UE et les pays ACP ont cristallisé les débats il y a déjà près de cinq ans sur leur opportunité dans un continent dont le commerce extérieur est encore fragile et embryonnaire face aux produits compétitifs des grands pays industrialisés de l'Europe. La mise en œuvre cette semaine du premier APE en Afrique confirme la fin annoncée du régime différencié dont bénéficiaient les pays africains depuis les accords de Lomé dans les années 70. Pour être en conformité avec les règles de l'OMC et, plus récemment, sous la pression des pays émergents dont la concurrence est féroce sur le marché africain, l'UE, doit renoncer au régime unilatéral préalablement en vigueur au bénéfice de l'Afrique. Les jeux sont ainsi ouverts pour les Etats africains qui peuvent décider soit de faire jouer à leur avantage la concurrence entre partenaires traditionnels et partenaires émergents, soit de développer des reflexes protectionnistes pour protéger leur marché intérieur, sachant que cette dernière approche est rendue difficile par le contexte de la mondialisation.

• **Sanwé Médard Kiéno**

Développement économique

Performances économiques et commerciales : initiative pour la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

Lors du Forum Economique Mondiale en Afrique à Addis Abeba en Ethiopie, le 10 mai 2012 a été lancé officiellement un nouveau partenariat pour promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat en Afrique, baptisé LIONS@FRICA. Ce partenariat financé par le Département d'Etat américain, US Aid, la BAD et des entreprises comme Microsoft ou Nokia, vise à mobiliser le savoir, l'expertise, les ressources des partenaires publics et privés et à encourager l'environnement économique africain à l'innovation et à l'esprit d'entreprendre – Ghana Business News, 15/05/2012,

<http://www.ghanabusinessnews.com/2012/05/15/new-partnership-to-promote-innovation-entrepreneurship-in-africa/>

Performances économiques & commerciales : le Botswana et l'attractivité croissante de l'Afrique

Africareview revient sur un communiqué de presse de la firme de consultance « Ernst and Young » concernant l'accélération des investissements en Afrique pour la période 2003-2011 (multipliés par 4 pour atteindre près de 900 milliards de dollars) en évoquant le succès du Botswana (notamment dans le secteur minier). Parmi les faits marquants, outre le rôle majeur des pays émergents, la part intra-africaine dans ces investissements a connu une croissance particulièrement forte. Cet état de fait contribue à renforcer l'attractivité croissante de l'Afrique comme destination d'affaires - Africa Review, 15/05/2012, *Botswana leading destination for Africa's FDI*.

<http://www.africareview.com/Business+++Finance/Botswana+among+Africa+s+top+FDI+targets/-/979184/1406126/-/tpjyh7z/-/index.html>

Voir aussi: Ernst and Young, 2 May 2012, FDI into Africa accelerates as investor perceptions begin to shift.

<http://www.ey.com/GL/en/Newsroom/News-releases/FDI-into-Africa-accelerates-as-investor-perceptions-begin-to-shift>

Institutions financières internationales : soutien de la BAD à l'office chérifien des phosphates.

Dans le cadre de son soutien aux entreprises africaines, la BAD a octroyé le 10 mai 2012 un prêt de 250 millions de dollars à l'office chérifien des phosphates. Les retombées économiques anticipées s'avèrent multiples pour le Maroc (transfert technologique, développement agricole et industriel vers l'exportation dans le cadre de la transformation du phosphate en engrais) dans un contexte marqué par le défi de la sécurité alimentaire en Afrique – BAD, 15/05/2012, *la BAD accorde un prêt de 250 millions de dollars à l'office chérifien des phosphates.*

<http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/afdb-extends-250-million-usd-loan-to-office-cherifien-des-phosphates-in-morocco-9232/>

Partenariats traditionnels : le premier APE en Afrique à être mis en œuvre

Plus de deux ans après sa signature (29 août 2009), l'accord intérimaire signé par Maurice, Madagascar, les Seychelles, le Zimbabwe et l'UE, est le premier Accord

de Partenariat Economique (APE) qui a été mis en œuvre en Afrique le 14 mai 2012. Tandis que l'Europe s'engage à accorder un accès en franchise de droits et de contingents au marché de l'UE pour les exportations en provenance de ces pays, ces derniers sont tenus d'ouvrir de manière progressive leurs marchés aux biens provenant de l'UE. LE texte tient compte d'une période de transition de 15 ans et de l'exclusion de produits dits « sensibles ». Pour Bruxelles, « *cet accord constitue donc une amélioration par rapport au régime unilatéral de franchise de droits et de contingents dont ces États bénéficiaient jusqu'à présent, car il encourage l'intégration régionale et renforce le partenariat avec l'UE* ». Les négociations se poursuivent néanmoins en vue d'un accord plus complet qui intègre les autres pays de la région d'Afrique australe et orientale (les Comores, Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Malawi, le Soudan et la Zambie) dans un cadre normatif plus large incluant les services et les investissements ainsi que les domaines liés au commerce, tels que le développement durable, la concurrence et la facilitation des échanges - EU, 14/05/2012, *EU's first Economic Partnership Agreement with an African region goes live*.

<http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=800>

Partenariats traditionnels : le Portugal comme partenaire d'affaire au Mozambique.

Catalysant sur le potentiel économique dans des secteurs comme l'énergie et l'agriculture du Mozambique, le Portugal cherche à se présenter comme un partenaire incontournable dans l'intérêt que manifestent nombre d'entreprises pour ce pays lusophone. Ces perspectives s'inscrivent aussi dans l'optique du redressement économique de ce pays européen lourdement touché par la crise – Marchés Tropicaux et Méditerranéens, 16/05/2012, [*Lisbonne : fenêtre sur la croissance africaine*](#).

<http://www.mtm-news.com/node/4375>

Partenariats émergents et non traditionnels : le Qatar développe le tissu industriel tunisien.

Reflétant le dynamisme de la diplomatie économique du Qatar, Doha s'est engagé à soutenir le développement d'une raffinerie de pétrole en Tunisie dans la ville de Skhira. Cet important projet industriel permettra de créer plus de 1200 emplois tout en réduisant la dépendance de l'économie tunisienne aux importations de carburant - Reuters, 15/05/2012, *Qatar to proceed with \$2 bln refinery in Tunisia*.

http://af.reuters.com/article/investingNews/idAFJJOE84E09Z20120515?feedType=RSS&feedName=investingNews&utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+reuters%2FAFRICAbusinessNews+%28News+%2F+AFRICA+%2F+Business+News%29&utm_content=Google+Reader

Industries extractives : mieux contrôler les filières pour mieux investir demain.

Interviewé par Afriqinfos en marge du Forum Economique Mondial pour l'Afrique à Addis Abbeba sur le tissu économique africain, le professeur Paul Collier spécialiste des économies africaines à l'université d'Oxford a appelé les gouvernements africains à sortir de leur dépendance envers les matières premières : 70% des recettes de l'Afrique Sub-saharienne proviennent de l'exportation du pétrole, des minéraux et des métaux. Que se passera-t-il le jour

ou ces ressources commenceront à décroître ? Le professeur Collier conseille d'investir ces ressources des états vers d'autres secteurs tels que les services, les industries et la construction des villes. De plus, il a ajouté que les états devraient faire l'effort de mieux connaître la géographie et les quantités de leurs ressources naturelles sur leur territoire, au lieu de laisser la prospection aux compagnies étrangères, afin de mieux contrôler ces filières et mieux négocier d'éventuels contrats d'exploitation – Afriquinfos, 11/05/2012, *Les gouvernements africains devraient investir dans leurs industries futures.*

<http://www.afriquinfos.com/articles/2012/5/11/gouvernements-africains-devraient-investir-dans-leurs-industries-futures-202304.asp>

Industries extractives : la BAD soutient plus d'équité dans les contrats miniers.

Le secteur minier apparaît comme un pilier du développement économique de l'Afrique compte tenu des richesses du sous-sol du continent. Afin d'optimiser des retombées socio-économiques plus équitables la BAD préconise d'une part de mettre en conformité les concessions minières avec les codes miniers et les lois minières des pays concernés et d'autre part de spécifier une proportion minimale de revenus nets que les autorités nationales devraient encaisser – BAD, 16/05/2012, *L'Afrique a besoin d'une part équitable de ses richesses minérales immenses, note la BAD.*

<http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/africa-needs-fair-deal-from-its-vast-mineral-riches-reports-afdb-9240/>

Industries extractives : la réussite de la réforme du code minier en Guinée.

La réforme du secteur minier en Guinée est en train de porter ses fruits. A son arrivée au pouvoir le président Condé a décidé de mettre les choses à plat dans son pays ; le 19 septembre 2011 un nouveau code minier était publié, dans la foulée un audit des plus de 500 licences d'exploitations minières en circulation était lancé, révélant que seulement 5 à 6% de ces licences étaient réellement exploitées, les autres faisant l'objet de la spéculation ou de reventes. L'objectif était d'augmenter les revenus du secteur minier et si possible de créer des sites de transformation sur place. L'assainissement de la situation a permis d'attirer de gros investisseurs comme c'est le cas de Rio Tinto qui investit 15 milliards US\$ dans la construction d'une cimenterie géante – Afriquinfos, 12/05/2012, *Mines : Le ministre guinéen des Mines annonce "les plus gros projets jamais vus en Afrique".*

<http://www.afriquinfos.com/articles/2012/5/12/mines-ministre-guineen-mines-annonce-les-plus-gros-projets-jamais-afrique-202359.asp>

Agriculture : création d'une agence régionale de semences en Afrique de l'est.

Sous l'impulsion de l'état kenyan une Alliance pour l'Industrie des Semences en Afrique Orientale et Australe (ASIESA) va prochainement être lancée, soutenue par plusieurs organisations internationales, régionales mais également par des associations de semences. Le projet est financé en partie par US Aid et concernera l'Ethiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Malawi, la Zambie, le Zimbabwe et Madagascar. Cette démarche s'inscrit pour améliorer les performances de l'agriculture africaine et mettre fin aux famines qui sévissent régulièrement – Afriquinfos, 14/05/2012, *Afrique : Une alliance régionale des semences sera lancée au Kenya.*

<http://www.afriquinfos.com/articles/2012/5/14/afrique-alliance-regionale-semences-sera-lancee-kenya-202442.asp>

Agriculture : Afrique future eldorado ?

L'agro-industrie est une économie en devenir en Afrique. En effet, selon les professionnels du secteur, le Continent représente un gigantesque potentiel en termes de productions alimentaire et agricole, à tel point que d'après eux l'Afrique pourrait devenir aussi importante que le Brésil dans l'agro-industrie. Les besoins d'investissements agricoles nécessaires d'une population qui devrait atteindre d'ici 2050 1,5 à 2 milliards d'individus sont estimés selon la FAO à 700 milliards US\$. Même si de nombreux problèmes subsistent encore dans certains pays (infrastructures, énergie, climat des affaires), les investisseurs sont déjà présents. Le suisse Nestlé entre 2010 et 2012 a investi 850 millions d'euros pour ouvrir ou agrandir de nouvelles usines et centres de distribution ; le groupe huilier singapourien Olam en est à 150 millions d'euros et projette de dépenser prochainement 340 millions d'euros au Ghana – Jeune Afrique, 14/05/2012, *Agrobusiness : un potentiel à transformer*.

<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/JA2678p118-120.xml0/agriculture-investissement-agroalimentaire-agro-industrieagro-industrie-un-potentiel-a-developper.html>

Développement humain

Accès aux terres : accord international sur l'encadrement de l'achat et la location des terres à grande échelle.

Vendredi 11 mai 2012 les 124 pays membres du Comité pour la Sécurité Alimentaire mondiale ont adopté à Rome le premier accord international destiné à encadrer l'achat et la location de terre à grande échelle. Cependant l'ensemble des directives mentionnées dans le texte sont de l'ordre du volontarisme ; la Chine et les pays du Moyen-Orient ayant fait pression dans ce sens. Toutefois ce document s'il est repris par les pouvoirs locaux, peut devenir une arme pour protéger les petits agriculteurs de toute expropriation abusive comme en Afrique où le droit foncier est peu répandu en comparaison du droit coutumier qui y a encore toute sa place. Cet accord est un premier pas pour protéger ces communautés car il reconnaît enfin des droits fonciers non écrits et appelle à les sécuriser – Les Echos, 14/05/2012, *Un accord international pour encadrer la course à la terre*.

<http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0202058184256-un-accord-international-pour-encadrer-la-course-a-la-terre-322697.php>

Sécurité alimentaire : vers une programme régional dans la Corne de l'Afrique

Devant la vulnérabilité de pays tels que la Somalie, l'Ethiopie, le Soudan, en partenariat avec la FAO, la BAD cherche à développer un programme régional de résistance à la sécheresse dans la Grande Corne de l'Afrique. Doté d'un budget de 300 millions de dollars sur 5 ans, celui-ci vise notamment à améliorer les systèmes de gestion de l'eau et de l'énergie tout en apportant une réponse aux enjeux tels que la santé du bétail – BAD, 16/05/2012, *La BAD prépare un*

programme régional de résistance à la sécheresse dans la Grande Corne de l'Afrique

<http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/african-development-bank-prepares-regional-program-on-drought-resilience-in-greater-horn-of-africa-9243/>

Intégrations régionales

Perspectives : les milieux économiques en attente de plus d'intégration.

Lors du Forum Economique Mondiale pour l'Afrique les milieux économiques et politiques ont appelé à plus d'intégration au sein de l'Afrique. La suppression des barrières non tarifaires, les problèmes de logistique, ainsi que l'amélioration des infrastructures reliant les pays ont été évoqués comme autant de pistes pour améliorer l'intégration continentale. Le constat de la faiblesse du commerce entre états africains a également été mis en avant une nouvelle fois ; en effet avec seulement 10% du total des échanges des états, le niveau du commerce intra africain est un véritable handicap au développement des économies du continent. Pour comparaison le commerce intra-régional représente 60% en Europe et 40% en Amérique du Nord – Afriquinfos, 12/05/2012, *Les responsables du commerce africains appellent à une plus profonde intégration régionale pour la croissance.*

<http://www.afriquinfos.com/articles/2012/5/12/responsables-commerce-africains-appellent-plus-profonde-integration-regionale-pour-croissance-202320.asp>

Union Africaine : création d'un comité ad hoc pour remédier à la crise de la Commission.

Le Président de la Conférence de l'Union Africaine, le Président béninois Boni Yayi, a proposé la création d'un comité ad hoc de huit chefs d'état des différentes régions d'Afrique afin de remédier à la crise institutionnelle que connaît l'organisation. Cette proposition intervient après une énième réunion sans résultat pour départager la candidature à la tête de la Commission de l'UA entre la sud-africaine Dlamini Zuma et le candidat sortant, le gabonais Jean Ping. Sans mandat précis, le comité servira surtout à trouver un terrain d'entente plutôt que d'imposer une solution – RFI, 14/05/2012, UA : Boni Yayi crée un comité ad hoc pour nommer le nouveau président de la Commission.

<http://www.rfi.fr/afrique/20120514-yayi-boni-cree-comite-ad-hoc-nommer-le-nouveau-president-commission>

Protection de l'environnement

Etat des lieux et perspectives pour l'environnement : l'importance du volet humain dans les politiques environnementales

Quelques semaines avant le Sommet Rio+20, le sous-secrétaire général adjoint des Nations unies et Directeur adjoint du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique (PNUD/RBA), Mbaye Babacar Cissé, a évoqué l'importance des aspects

économiques et sociaux dans une perspective de durabilité. Cet aspect s'articule notamment autour de la nécessité d'une plus grande prise en compte des impacts sur les populations – Agence de Presse Sénégalaise, 15 mai 2012, *Sénégal-Afrique-Environnement*

http://www.aps.sn/aps.php?page=articles&id_article=96044

Finance verte : décaissement de 250 millions US\$ pour l'Afrique.

Le Fonds d'Investissement Climatique (FIC) décaisse en Afrique 250 millions US\$ cette année à travers le Fonds des Energies Propres à annoncé la Banque Africaine de Développement. Ainsi le Nigeria recevra 85 millions US\$ pour des projets d'énergies renouvelables, l'Ethiopie 50 millions US\$. La politique d'investissements verts en Afrique du FIC repose essentiellement sur la promotion des secteurs public ou privé à mener des projets dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les transports de masse en milieu urbain – Alternative Energy Africa, 10/05/2012, *CIF Hands \$85M for Nigerian RE Projects*.

http://www.ae-africa.com/read_article.php?NID=3873

Lutte contre la désertification : initiative fructueuse de reverdissement au Niger.

Une expérience de reverdissement lancée au Niger en 1985 a eu d'incroyables résultats. Cette politique volontariste menée dans les régions de Maradi et Zinder afin de permettre la protection et la gestion de la régénération naturelle des arbres et des buissons a permis que 5 millions d'hectares reverdisent, soient 200 millions d'arbres supplémentaires qu'on a protégé et qui se sont régénérés naturellement. Les experts estiment que les résultats sont 20 fois supérieurs à ceux des plantations d'arbres car seul 20% en moyenne de ces arbres survivaient, alors que la régénération a un coût quasi nul. Les agriculteurs locaux ont pris conscience des bienfaits des arbres et buissons dans la lutte contre la désertification, l'amélioration des sols, leur capacité à aider les populations en période difficile (nourriture, bois) et l'amélioration globale des rendements des cultures. D'autres régions africaines ont suivi cet exemple comme à Seno au Mali ou Kaffrine au Sénégal – Notre Planète Info, 11/05/2012, *Quand le Sahel reverdit*.

http://www.notre-planete.info/actualites/actu_3361_Sahel_reverdissement.php

Protection de la biodiversité et des écosystèmes : expéditions scientifiques dans le fleuve Congo

Reflétant l'importance du fleuve Congo dans une perspective de protection de la biodiversité, des chercheurs belges et congolais ont établi un partenariat visant à améliorer le savoir sur les espèces vivant dans ce milieu fluvial. A terme, ce savoir pourrait guider les politiques dans des applications connexes en matière de protection de l'environnement – Afrik.com, 17/05/2012, *Les mystères du fleuve Congo*.

http://www.afrik.com/article25657.html?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+afrikfr+%28Afrik+VF%29&utm_content=Google+Reader



Africa 21 est une association basée au cœur de la Genève internationale qui entend œuvrer, par l'apport d'une base de faits, d'analyses et par la promotion du débat, à une meilleure compréhension des enjeux internationaux structurant le développement socio-économique durable de l'Afrique (notamment au regard des politiques d'intégration régionale). Elle vise par ailleurs à apparaître comme une force de prospective et de proposition compte tenu des grandes dynamiques d'avenir pour le continent.

Bulletin d'information

Le bulletin d'information repose sur un processus continu de veille de l'actualité africaine en matière de développement socio-économique durable. Cette publication s'appuie sur des outils collaboratifs en ligne, de récolte et de traitement de l'information, auprès de plus de 850 sources révisées régulièrement. On y trouve aussi bien les presses nationales africaines que la presse internationale, les administrations et les organisations internationales, ainsi que les ONG, les think tanks et autres centres de recherche. Publié chaque semaine, le bulletin d'information permet de suivre et ainsi de décrypter les enjeux actuels du développement socio-économique durable de l'Afrique.

© Association Africa 21

Site internet: www.africa21.org

Contact: julien.chambolle@africa21.org

Responsable éditorial: Julien Chambolle

Rédacteur adjoint : Sanwé Médard Kiéno

Responsable scientifique: Alejandro Gómez

Support technique : Philippe Dubois.